

Le Brexit, inconnue géopolitique pour l'Europe

LES ENJEUX DU BREXIT 4/6 L'UE veut limiter l'impact de la sortie du Royaume-Uni et sa tentation de faire cavalier seul

BRUXELLES - bureau européen

Aceux qui pensaient que les affaires du monde n'avaient eu aucune influence sur le « no » des Britanniques à l'Europe, l'ancien premier ministre italien Enrico Letta opposait un démenti, en 2017 : « C'est le fait que l'Union européenne n'ait pas voulu régler la question syrienne qui a placé la Grande-Bretagne hors de l'Union, affirmait-il lors d'un forum. Ce qui a déterminé le comportement des électeurs, ce n'est pas la question de l'immigration d'Europe de l'Est, mais les images quotidiennes du chaos en Grèce, à Lampedusa ou à Calais. »

La question, aujourd'hui, est de savoir si, sans les Britanniques – qui occupent comme la France un siège au Conseil de sécurité des Nations unies –, la diplomatie de l'Union fera mieux, ou moins bien encore, que face à la guerre civile syrienne. A Londres, en décembre 2019, le premier ministre, Boris Johnson, promettait une révision de la politique étrangère de son pays. « La plus profonde depuis la fin de la guerre froide », destinée à « réévaluer la place de la nation dans le monde ». Sans l'Europe ? Mystère. « Avant de graver dans le marbre les termes d'une nouvelle relation, l'UE doit absolument comprendre quelle sera la position du Royaume-Uni », souligne un rapport du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. Franco Santopinto, chercheur de ce think tank bruxellois, estime que « les élites britanniques, pro ou anti-Brexit, sont, elles, parfaitement conscientes du fait que le pays ne peut aborder seul les défis sécuritaires et économiques de ce monde ».

L'accord sur le divorce, conclu en 2018 entre Bruxelles et Londres, n'a rien exclu, mais rien explicité non plus quant à la relation « étendue, globale et équilibrée » à

laquelle les deux camps disent aspirer. A moins que dans le domaine de la politique étrangère aussi, M. Johnson veuille en fait privilégier la « reprise de contrôle » de son pays et des alliances circonstancielles et multiples.

Une seule certitude, analyse Ian Bond, directeur de la politique étrangère au Center for European Reform, à Bruxelles : la diplomatie britannique sera fidèle à la ligne que fixa l'ancien premier ministre Lord Palmerston (1784-1865) : « Nous n'avons ni alliés éternels ni ennemis perpétuels. Nos intérêts sont éternels et perpétuels, et c'est un devoir de les suivre. »

« Il est évident que les Britanniques sont essentiellement pragmatiques et savent que leur intérêt, et le nôtre, est que nous restions armés », confirme une source européenne. L'Union perd sans doute beaucoup, notamment en termes stratégiques avec le retrait d'une puissance nucléaire, mais la Grande-Bretagne, elle, sait que s'appuyer sur le socle européen et s'armer sous son parapluie lui sera toujours utile ».

Maintenir un lien fort

Comment envisager la relation future ? Rien n'est formalisé. Elle pourrait prendre la forme de réunions ministérielles à intervalles réguliers, voire du « conseil de sécurité européen », dont Emmanuel Macron a lancé l'idée. Londres d'un côté, Paris et Berlin de l'autre, soulignent, en tout cas, leur volonté de maintenir un lien fort. David Whineray, chercheur au Programme Europe de la Fondation Carnegie, souligne que les deux parties auraient intérêt à bénéficier de leur expertise mutuelle et de leur capacité d'action dans certaines zones du monde. « Affaiblir les liens avec l'Union n'aurait de sens, pour le Royaume-Uni, que s'il voulait poursuivre un chemin radicalement différent au plan international, mais il n'existe

Donald Trump, Emmanuel Macron, Angela Merkel et Boris Johnson (de g. à dr.) à Biarritz, lors du sommet du G7, le 26 août.

POOL/NEW/REUTERS



aucun signe en ce sens », ajoute Ian Bond. Dans le domaine militaire, la France se veut rassurante : le traité bilatéral de Lancaster House de 2010, promet de rester a « pierre angulaire » de la coopération entre les deux pays.

C'est, en réalité, la relation que M. Johnson compte réellement établir avec Washington qui orientera le cours des choses, juge un diplomate. Les appels de M. Macron et de Mme Merkel aux Européens à un sursaut qui les conduirait à une capacité d'action autonome tranchent avec le credo britannique de l'alliance presque inconditionnelle avec les Etats-Unis pour la diplomatie, les capacités militaires ou le renseignement. « Nous n'en sommes vraiment plus là » a toutefois confié, dans une récente interview, Ben Wallace, secrétaire d'Etat britannique à la défense. « Il y a beaucoup de sujets à discuter avec le Royaume-Uni au moment où il entre dans une nouvelle phase de sa souveraineté », a expliqué le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, arrivé à Londres mercredi 29 janvier.

La dénonciation par les Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien – toujours défendu par le Royaume-Uni –, le retrait sans con-

certation de l'armée américaine du nord de la Syrie et les conséquences, pas davantage évoquées, de l'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani pour la coalition internationale anti-Daech : « Tout cela a brouillé la relation », confie un officiel britannique.

A Bruxelles, les Européens les plus optimistes voient même l'engagement britannique au Mali ou dans l'Initiative européenne de défense, destinée à créer une « culture stratégique commune » mais aussi à mener des opérations sur le terrain, comme des signes d'un revirement spectaculaire, alors que la défense fut toujours l'une des principales sources de tension entre Londres et Bruxelles...

Dossiers criminels

L'explication ? Donald Trump. L'élection du président américain « a miné le postulat sur lequel se base l'opposition historique du Royaume-Uni à la politique de sécurité et de défense commune : une confiance inébranlable dans la fiabilité du partenariat transatlantique et de la relation spéciale entre Londres et Washington », écrit M. Santopinto. Londres, soudain devenu partenaire constructif et

« Nous ne pourrions pas garder le même degré d'intimité », juge un diplomate

engagé ? Certains n'excluent pas ce scénario qui permettrait non seulement au Royaume-Uni de compenser sa perte d'influence hors Union mais aussi d'éviter que le vide qu'il crée ne soit entièrement comblé par l'Allemagne et (surtout) par un président français qui reste vu comme très ambitieux sur la scène européenne, ce qui effraie pas mal de capitales.

Le monde du renseignement et de la sécurité se demande aussi s'il doit s'inquiéter. Au printemps 2017, Mme May avait lancé que faute de « deal » avec Bruxelles pour les échanges d'informations, la lutte contre le crime et le terrorisme serait « mise en péril ». « Bluff, chantage ! », avaient répondu les Européens, indiquant qu'il n'était pas question d'accorder aux Britanniques un statut trop favorable. Amber Rudd, alors

secrétaire d'Etat à l'intérieur, avait expliqué que Londres n'alimenterait plus l'agence criminelle Europol, dont 40 % des dossiers criminels ont un lien avec le Royaume-Uni. Les esprits semblent calmés. « On doit négocier, mais il est clair que nous ne pourrions pas garder le même degré d'intimité », résume un responsable européen.

L'avenir du mandat d'arrêt européen – qui permet l'extradition d'un suspect dans un délai de soixante jours – et le fait que Londres ne se soumette plus à la jurisprudence de la Cour de justice de Luxembourg créent d'autres interrogations. Complicées par des révélations : le Royaume-Uni n'a, pendant sept ans, pas informé ses partenaires des condamnations de leurs nationaux par ses tribunaux. Le pays a aussi copié illégalement les données du système d'information Schengen auquel – sans être membre de la zone – il avait accès pour des questions de contrôle aux frontières. De quoi cabrer le Parlement européen, très prudent en matière d'échanges de données avec des tiers. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Prochain épisode Les brexiters à la veille du grand jour

Le Parlement européen ratifie le Brexit

Deux jours avant le Brexit, le Parlement européen a ratifié mercredi 29 janvier le traité de retrait du Royaume-Uni de l'UE et fait des adieux émus aux députés britanniques sur l'air de *Ce n'est qu'un au revoir*. Les eurodéputés ont donné leur accord par 621 voix pour, 49 contre et 13 abstentions. Les opposants sont essentiellement des élus d'outre-Manche des groupes centriste Renew, sociaux-démocrates et Verts. Il s'agissait de la dernière étape dans la ratification de l'accord, trois ans et demi après le référendum sur le Brexit. « Nous vous aimerons toujours et nous ne serons jamais loin », a promis la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, aux élus en partance.

